



## An open letter to the presidents of the European Institutions and to Members of the European Parliament: defend the European Union and its civil service!

Le citoyen européen attendait et attend encore beaucoup de l'Europe. Mais il veut des actes. **Des actes forts, solidaires, cohésifs et résolument européens.** Tel n'a pas été le cas, du moins au départ de cette crise. La pandémie a fourni l'occasion d'un grand nombre de désillusions et de critiques à l'égard du projet européen.

Dans ce contexte politique, le débat budgétaire pour la prochaine période de programmation continue. Certains prennent prétexte de la crise actuelle pour proposer des révisions à la baisse. Alors qu'on a besoin d'un budget européen beaucoup plus ambitieux pour parer à la crise sanitaire, pour répondre à la crise économique et sociale post-pandémie, pour faire face aux autres crises qui n'ont pas disparu du fait de l'urgence sanitaire, comme la question climatique, et enfin pour construire l'Europe de l'après.

La Commission ne s'y est pas trompée, qui réfléchit pour revoir sa proposition budgétaire à la hausse. Malgré cela, le Conseil semble rester sur sa ligne d'un budget à la baisse, comme lors des discussions qui ont précédé la pandémie, et certains prônent de le réduire encore.

**De nouvelles baisses auront des conséquences funestes** sur les capacités d'agir de l'Union alors que le citoyen attend des politiques d'envergure en termes de lutte contre le changement climatique, d'emploi durable, de réduction des inégalités, de politique industrielle et énergétique, de politique migratoire humaine, de défense commune, de santé publique, de recherche et d'innovation...

La pandémie provoque une récession économique dont on sait déjà qu'elle sera de grande ampleur, et à laquelle il faudra répondre au niveau européen, le seul niveau pertinent pour notre marché unique et nos économies interdépendantes. **Les réponses État par État ne seront pas seulement insuffisantes, elles seront contreproductives.**

Après cette pandémie, le citoyen attendra des actions concrètes et d'envergure sur tous les sujets

European citizens have been expecting and are still expecting a lot from Europe. But they want actions. **Actions that are strong, united, cohesive and resolutely European.** This has not been the case, at least at the start of this crisis. The pandemic has led to a great deal of disillusionment and criticism of the European project.

In this context, the debate on the budget for the next programming period continues. Some use the pretext of the current crisis to propose downward revisions. Whereas we need a much more ambitious European budget to deal with the health crisis, to respond to the post-pandemic economic and social crisis, to deal with other crises that have not disappeared during the current health emergency, such as the climate issue, and finally to build the Europe of the future.

The Commission made no mistake in reflecting on the need to upwardly revise its budgetary proposals. Despite this, the Council seems to be sticking to its line of reducing the budget, just as in the discussions that preceded the pandemic, and indeed some advocate further reductions.

**Further reductions will have dire consequences** on the EU's capacity to act at a time when its citizens expect far-reaching policies in terms of combating climate change, sustainable employment, reducing inequalities, energy and industrial policy, human migration policy, common defense, public health, research and innovation...

The pandemic is causing an economic recession which we already know will be of great magnitude, and which will have to be addressed at European level, the only level relevant to the single market and our interdependent economies. **State-by-State responses will not only be insufficient, they will be counterproductive.**

After this pandemic, citizens will expect concrete and far-reaching actions on all the important issues. If these actions are delayed or struggle to

d'importance. Si ces actions devaient tarder ou peiner à convaincre, c'est tout le projet européen qui perdra de sa pertinence, voire de sa légitimité. Des propositions rejetées avant la pandémie actuelle, telle celle du revenu universel de base, redeviennent d'actualité. De toutes façons, il faudra s'interroger sur quels nouveaux modèles économiques et sociaux devront être développés.

**Il est essentiel de préserver la capacité d'agir de la fonction publique européenne** pour que les politiques puissent effectivement être mises en œuvre. Car il faudra non seulement de nouvelles politiques, mais aussi de nouvelles législations, de nouveaux instruments et programmes, une meilleure communication: tout cela exige des ressources. La pandémie actuelle illustre l'effet délétère des politiques mettant en cause les services publics, qui ont conduit à affaiblir les capacités d'agir des puissances publiques et même à matérialiser des pénuries inacceptables dans le domaine de la santé.

La crise du coronavirus révèle la **cacophonie de l'intergouvernemental, l'impuissance et le manque de solidarité entre les États**. Les citoyens sanctionneront des institutions et un projet politique qui leur paraîtraient inefficaces et qui ne répondraient pas à leurs attentes.

Chaque crise, y compris cette pandémie, génère des attentes fortes d'actions efficaces au niveau européen. **Lorsque ces actions tardent ou peinent à convaincre, c'est tout le projet européen qui perd de sa pertinence dans l'esprit des citoyens**. L'Union Européenne joue aujourd'hui son avenir, comme l'a souligné récemment Jacques Delors.

La pandémie actuelle et la récession majeure qui s'annonce montrent amplement le coût :

- d'une non-Europe en matière sanitaire. La coordination intergouvernementale où règne le chacun pour soi est pour le moins inefficace. Il nous faut une action urgente de l'Union Européenne pour soutenir les services de santé et permettre aux Etats membres de lever les fonds aux fins de gérer la crise COVID-19. L'action résolue de la BCE à des fins de stabilisation est plus que bienvenue (870 milliards d'euros) mais pourrait ne pas suffire. Les dérogations aux règles budgétaires permises dans l'urgence ont des limites, les États membres n'ayant pas les mêmes capacités d'endettement ;

convince, the whole European project will lose its relevance, even its legitimacy. Proposals that were rejected before the current pandemic, such as that of a basic universal income, are once again becoming topical. At all events, we will have to ask ourselves what new economic and social models should be developed.

**It is vital to preserve the European civil service's capacity to act** if policies are to be effectively implemented. Because not only will new policies be needed, but also new legislation, new instruments and programs, and better communication: all this requires resources. The current pandemic illustrates the deleterious effect of policies affecting public services, which have led to the weakening of the capacities of public powers and even to the creation of unacceptable shortages in the health sector.

The coronavirus crisis shows **intergovernmental cacophony, powerlessness and the lack of solidarity between the Member States**. European citizens will pass judgement on the institutions and a political project which they believe to have been ineffective and which did not meet their expectations.

Each crisis, including this pandemic, generates strong expectations for effective action at European level. **When these actions are slow or struggle to convince, the whole European project loses its relevance in the minds of citizens**. The future of the European Union is at stake today, as Jacques Delors recently pointed out.

The current pandemic and the coming major recession amply demonstrate the cost:

- of a non-Europe in health matters. Intergovernmental coordination where it's every man for himself is, at the very least, ineffective. We need urgent action from the European Union to support health services and allow member states to raise funds to manage the COVID-19 crisis. Decisive action taken by the ECB to stabilize the financial system is more than welcome (€ 870 billion) but may not be enough. The exceptions allowed to the budgetary rules during an emergency have limits, since Member States do not have the same debt capacity;

- du manque d'une compétence partagée entre l'UE et les Etats membres pour l'action sanitaire dans les crises transfrontières (et mondiales) ;
- de l'absence de politiques industrielles européennes communes, notamment en ce qui concerne les secteurs stratégiques comme la santé, le transport et l'énergie où nous n'avons pas préservé collectivement une capacité autonome ;
- du démantèlement du service public au nom de logiques comptables à courte vue, qui détruisent en fait les capacités d'action ;
- du manque d'une relance budgétaire contre cyclique, tournée vers la lutte contre le changement climatique et pour la transition énergétique. La suspension des règles du Pacte de stabilité et de croissance ainsi que l'assouplissement des règles sur les aides d'Etat vont dans le bon sens, mais le budget européen doit être le fer de lance de l'action en faveur de l'intérêt général européen (qui n'est pas équivalent à celui de chaque pays). Les moyens budgétaires européens sont hélas extrêmement limités. Il manque à l'Europe encore et toujours une réelle capacité budgétaire autonome (par exemple, un budget à au moins 4% pour un effet de masse critique) afin d'absorber un choc qui affecte inégalement chacun des Etats membres et qui promet d'entraîner une récession pire qu'en 2009 ;
- d'une action insuffisante en matière d'inégalités, notamment vis-à-vis du chômage et de la précarité : les actions massives au niveau national ne suffiront sans doute pas.

**Nous demandons à la Commission** de défendre une proposition budgétaire beaucoup plus ambitieuse que celle proposée en d'autres temps par Parlement Européen.

**Nous demandons aux députés européens** d'honorer leur mission : l'intérêt général de la société européenne. Nous leur demandons de ne pas céder une fois de plus aux Etats membres. Nous leur demandons de réviser à la hausse leur proposition et de soutenir une ambition nouvelle pour l'Union.

**Nous demandons au Conseil** d'être à la hauteur des enjeux en n'empêchant pas l'adoption d'un budget européen ambitieux accompagné d'une réforme de nos règles budgétaires et de la mise en place de ressources propres. Nous demandons au Conseil d'agir en reconnaissant :

- lack of shared competence between the EU and member states for health action in cross-border (and global) crises;
- the absence of common European industrial policies, in particular as regards strategic sectors such as health, transport and energy where we have not collectively preserved autonomous capacity;
- the dismantling of the public service in the name of short-sighted budgetary logic, which in fact destroys the capacity for action;
- the lack of a counter-cyclical budgetary stimulus, geared towards the fight against climate change and towards energy transition. The suspension of the rules of the Stability and Growth Pact as well as the relaxation of the rules on State aid both go in the right direction, but the European budget must spearhead action in favor of the general European interest (which is not equivalent to that of each country). European budgetary resources are unfortunately extremely limited. Europe still lacks real autonomous budgetary capacity (for example, a budget of at least 4% for a critical mass effect) to deal with a shock which unequally affects each Member State and which threaten to lead to a recession worse than that of 2009;
- insufficient action in the area of inequality, particularly with regard to unemployment and precarious jobs: massive action at national level will probably not be enough.

**We ask the Commission** to defend a much more ambitious budget proposal than that proposed in the past by the European Parliament.

**We ask MEPs** to honor their mission: the general interest of European society. We ask them not to surrender to the pressure from Member States once again. We ask them to revise their proposal upwards and support a new ambition for the Union.

**We ask the Council** to rise to the challenge by not preventing the adoption of an ambitious European budget which is accompanied by a reform of our budgetary rules and the establishment of our own financial resources. We ask the Council to act by recognizing:

- la nécessité d'augmenter le niveau d'ambition du Green Deal/Pacte Vert à la hauteur du défi climatique et de multiplier son budget par 4 pour l'amener à un ordre de grandeur comparable à celui du Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI) qui a permis de répondre à la crise financière;
- la nécessité d'un plan sanitaire et économique, géré par la Commission, pour une relance verte de l'économie européenne post-pandémie.

En ce qui concerne les aspects budgétaires, **nous demandons aux pays les plus riches** de prendre enfin publiquement conscience que les pays donateurs nets sont ceux qui en vérité profitent le plus de l'action de l'Union et de ses retombées économiques. Nous leur demandons de prendre conscience que dans certains domaines, les budgets sont plus rationnellement employés au niveau de l'Union.

**Agissez pour un budget européen à la hauteur des priorités politiques de l'Union!**

**Agissez pour garantir les capacités d'agir de la fonction publique européenne!**

**Agissez pour que l'UE puisse encore mieux servir les citoyens européens!**

- the need to increase the level of ambition of the Green Deal / Green Pact to meet the climate challenge and to quadruple its budget to bring it in line with that of the European Fund for Strategic Investments (EFSI ) which made it possible to respond to the financial crisis;
- the need for a health and economic plan, managed by the Commission, for a green revival of the post-pandemic European economy.

As far as the budgetary aspects are concerned, **we ask the wealthiest countries** to finally publicly recognise that the net donor countries are the ones who actually gain most from the Union's actions and economic benefits. We ask them to realize that in certain areas budgets are more rationally used at EU level.

**Take action to provide a European budget that matches the political priorities of the Union!**

**Take action to guarantee the European civil service's ability to act!**

**Take action so that the EU can serve European citizens even better!**